



Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai prochain

Au vu des enjeux, il est nécessaire que l'ensemble des personnels des Finances publiques, de toutes les catégories, s'impliquent dans la grève unitaire appelée par l'ensemble des organisations de fonctionnaires.

Alors que notre administration est tout particulièrement ciblée pour des suppressions d'emplois et réorganisations tous azimuts, le projet de loi de transformation de la Fonction Publique, que le Gouvernement veut faire passer en force, est l'outil mis en œuvre pour démanteler, affaiblir les garanties des agents publics et casser le statut.

Le statut général des fonctionnaires est l'assurance d'un égal accès aux services publics pour toutes et tous, sans discrimination. Grâce au statut général et aux statuts particuliers, les fonctionnaires exercent l'ensemble de leurs missions indépendamment du pouvoir politique en place.

La contractualisation.

Les recrutements sous contrats en lieu et place de recrutements par concours sous statut conduiront à plus de précarité et à un risque de pression du politique sur l'ensemble des collègues. L'intégration de « contractuels » dans le statut général signifie que les emplois permanents de l'État pourront être pourvus par des agents de droit privé. Le nombre d'emplois contractuels augmentera, au détriment des recrutements par concours, notamment à des postes d'encadrement en vue d'un « management renforcé ».

Notre avenir.

La mobilité imposée. Les personnels seraient obligés de suivre leur mission, y compris en cas d'externalisation vers le privé. La mobilité forcée se généraliserait. Des ruptures

conventionnelles collectives, comme dans le privé, permettront de pousser des fonctionnaires vers la porte comme cela est étudié actuellement à la Caisse des Dépôts. La volonté de la DGFIP de supprimer des trésoreries aujourd'hui implantées et de les remplacer par des agences comptables dirigées par l'ordonnateur (maire, président de conseil départemental, régional ou directeur d'hôpital) se traduiront par un détachement d'office de tout ou partie des personnels des trésoreries dans les agences comptables et leur déplacement vers la fonction publique territoriale ou hospitalière pendant 3 ans au minimum.

La rémunération au mérite.

Le principe est bien acté, pour une généralisation rapide, de mettre au cœur de la Fonction Publique la notion de mérite et donc de rentabilité. C'est un non-sens qui va à l'encontre du service public. Ce sera la mise en concurrence des agents, titulaires comme contractuels, avec des tensions lourdes et des inégalités de traitement. L'objectif est de mettre en œuvre une gestion individualisée avec un nivellement des rémunérations par le bas, des primes et avancements pour quelques-uns et des bas salaires pour tous les autres.

Un bâillon sur les instances du dialogue social.

Les commissions administratives paritaires (CAP) n'auront plus de droit de regard sur les mutations, avancements et promotions. Les comités d'hygiène et sécurité (CHS-CT) vont fusionner avec les comités techniques (CT) au détriment de la santé et des conditions de travail des fonctionnaires.

L'application de ce projet de loi à la DGFIP aura des conséquences immédiates.

La mobilité forcée s'appliquera dans le cadre de la « géographie revisitée » (avec annonce imminente pour notre département et une multitude de transferts de services, suppressions de services d'ici 2022) : les collègues d'un service délocalisé seront susceptibles de suivre leur mission, avec les conséquences qu'on imagine sur leur vie personnelle. Rappelons sur ce point que ces projets de « réorganisations » seront concomitants avec des suppressions d'emplois massives, et l'affectation départementale « à la main » du Directeur. Dans cette situation nos organisations considèrent que l'action immédiate est nécessaire et que l'implication la plus large des personnels est urgente pour mettre un coup d'arrêt aux projets du Gouvernement.

Tant au niveau Fonction Publique qu'à la DGFIP, ces projets affaibliront profondément le service public lui-même et donc l'intérêt général pour les populations et collectivités, mais aussi conduiront à des tensions extrêmes pour les agents publics dans leur travail et une casse sans précédent de leurs garanties.

**Rassemblement Fonction Publique à
10h Place des Carmes à AURILLAC**